

«Le silence de l'Occident sur Gaza va le poursuivre longtemps»*Entretien Ghassan Salamé, Politologue*

Recueilli par Jean-Christophe Ploquin, le 03/12/2024 à 12:04



Dans *La Tentation de Mars. Guerre et paix au XXI^e siècle* (1), Ghassan Salamé, Professeur émérite, ancien ministre de la culture du Liban et diplomate, explique comment les mécanismes de sécurité collective ont reculé depuis les années 2000. Invité aux *Nouvelles Rencontres d'Averroès* (2), il a confié à La Croix son regard sur un monde miné par la guerre.

***Vous avez enduré la guerre civile libanaise et vous avez travaillé pour l'ONU dans des circonstances extrêmement difficiles en Irak, en Birmanie et en Libye. Comment affrontez-vous la brutalité de ce monde?**

Ghassan Salamé: La seule façon de traiter la violence, c'est de la regarder en face. Elle cesse alors de vous faire peur parce que vous êtes obligés de la penser pour lui trouver des réponses, des moyens de l'alléger et peut-être même de l'arrêter. Quand vous vous mettez en tête que la violence n'est pas une espèce de condamnation divine que vous subissez, mais une activité humaine que vous pouvez, par vos idées et vos comportements, aider à contenir, elle ne vous effraie plus.

***Avec la guerre en Ukraine et celle du Proche-Orient, les relations internationales semblent devenir de plus en plus va chaotiques. Pourquoi?**

G. S.: En 2003, la décision désastreuse des États-Unis d'envahir l'Irak de Saddam Hussein et d'y changer le régime par la force, provoquant dans ce pays une guerre civile extrêmement violente, a représenté le péché originel de la

période dans laquelle nous nous trouvons. Car la puissance qui avait été la plus active dans la création de l'ordre international après 1945 le détruisait alors d'elle-même en tournant le dos au conseil de sécurité de l'ONU, qui avait refusé d'entériner cette opération. Les États-Unis menèrent une action unilatérale qu'ils assumèrent comme telle. Cela a ensuite poussé d'autres puissances, grandes ou moyennes, comme la Russie, l'Iran, la Turquie, le Rwanda, à intervenir militairement au nom de leurs seuls intérêts nationaux. Nous n'avons cessé depuis d'assister à cette dérégulation de la force.

***Donald Trump va redevenir président des États-Unis le 20 janvier 2025. Quels changements apportera-t-il sur les questions de sécurité?**

G. S.: Lui ne cherche pas à transformer le monde – c'est le cadet de ses soucis. C'est un obsessionnel de l'intérêt national, au sens le plus étiqué principalement économique et financier. Même quand il parle de l'Otan, qui est une organisation sécuritaire, il en fait une question d'argent. Il voudra faire payer la protection des États-Unis à l'Europe, aux pays du Golfe, au Japon, à la Corée du Sud... C'est une marchandisation de la sécurité: il offre la protection comme une denrée, une ressource que les États-Unis vendent à leurs alliés.

***Quel est son rapport à la guerre?**

G. S.: Trump n'est pas un va-t-en guerre. Mais il n'hésite pas à frapper. On l'a vu durant son premier mandat lorsqu'il a ordonné l'assassinat du chef des gardiens de la Révolution iraniens. Vis-à-vis de Téhéran, il semble qu'il n'a pas

arrêté sa position. Je n'exclus pas les deux positions extrêmes: soit une tentative d'arriver à un deal pour arrêter le programme nucléaire de l'Iran et limiter son interventionnisme dans la région; soit une stratégie de pression maximale, qui pourrait inclure la guerre – ce vers quoi pousse le gouvernement israélien de Benyamin Nétanyahou.

***Quels sont les rapports de force aujourd'hui au Moyen-Orient?**

G. S.: C'est l'endroit du monde où l'on voit le plus clairement l'émergence de nouvelles puissances moyennes. Trois pays aujourd'hui torturent ce qui fut le «Croissant fertile»: l'Iran, la Turquie et Israël. Mais il faut faire la distinction entre deux concepts très différents: la domination et l'hégémonie. La domination requiert la force. Mais pour établir une hégémonie, il ne faut pas seulement que vous soyez militairement supérieur. Il faut aussi avoir un projet pour ceux que vous allez défaire, les intégrer dans un réseau où ils auront leur place, même si elle est subalterne. L'Iran et la Turquie ont des stratégies

d'hégémonie. Mais du côté d'Israël, quel est son programme pour la population de Gaza? Que veut-elle faire de la Cisjordanie, le plus gros morceau du peuple palestinien: l'expropriation? le transfert en Jordanie?

***Si on remonte plus au nord, Vladimir Poutine n'est-il pas l'incarnation de ce que vous appelez dans votre dernier livre, «la tentation de Mars»?**

G. S.: C'est un cas précoce et pointu de la dérégulation de la force, au détriment du principe de sécurité collective. Cela embarrasse énormément les Européens: ils ne parviennent pas à traduire leurs propos belliqueux en engagement militaire; et ils sont pris à rebours par Israël dans leur discours sur le droit international. C'est criant en ce qui concerne la Cour pénale internationale: lorsqu'elle inculpe Nétanyahou pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, certains pays comme l'Allemagne affirment qu'ils ne la reconnaissent pas, mais ils la soutiennent en ce qui concerne Poutine. Pourtant, le premier n'a pas fait moins que le second vis-à-vis des populations civiles. Le silence de l'Occident sur Gaza va le poursuivre pendant des années. Il aura de plus en plus de difficultés à parler au nom de valeurs universelles. À chaque fois

qu'il ouvrira la bouche pour dénoncer une atteinte aux droits de l'homme, on lui demandera: mais qu'avez-vous fait pour Gaza?

***Comment finit-on une guerre?**

G. S.: Dans la guerre d'Ukraine, on arrive à une sorte de maturité du conflit. Les Russes perdent énormément d'hommes, et une majorité d'Ukrainiens, selon un récent sondage, disent qu'ils veulent la fin des combats. C'est là qu'un tout

autre visage de Donald Trump pourrait apparaître: celui de candidat au prix Nobel de la paix! J'imagine que d'ici au mois de mars ou d'avril, au maximum, il y aura un plan de paix américain, dans lequel il prendra en considération d'abord l'intérêt national des États-Unis, mais aussi le rapport de force sur le terrain. Ce ne sera peut-être pas agréable pour Kiev, ni pour Moscou. Une fois qu'il aura proposé quelque chose, il va s'entêter à l'appliquer et les pressions américaines deviendront de plus en plus lourdes.

***Et le pape François, quel rôle peut-il jouer? Il n'a cessé de dénoncer une «troisième guerre mondiale par morceaux» mais sa position sur l'Ukraine n'a pas été comprise...**

G. S.: On ne peut pas dire que François soit un grand diplomate. Ce n'est pas Paul VI, ni Jean XXIII. Quand il intervient dans le monde de la diplomatie, son discours est toujours original mais peut paraître quelques fois inadapté à la situation dont il parle. François marquera l'Église moins par son activité

diplomatique que par son penchant social. C'est un pape du social.

(1) Fayard, 2024, 392p., 25€.

(2) Le 23 novembre aux Nouvelles Rencontres d'Averroès, à Marseille,

Ghassan Salamé a livré un témoignage à retrouver prochainement sur le site

www.nouvellesrencontresaverroes.com

<https://www.la-croix.com/a-vif/le-silence-de-l-occident-sur-gaza-va-le-poursuivre-pendant-des-annees-20241203>